

## SECTION VII

### MODALITÉS CONCERNANT L'ÉLECTION DU PRÉSIDENT AU SUFFRAGE DES ADMINISTRATEURS ÉLUS

**34.** L'élection du président, si celui-ci est élu au suffrage des administrateurs élus, a lieu à l'expiration du mandat du président sortant, lors d'une réunion du Conseil d'administration qui doit être tenue avant l'assemblée générale annuelle suivant l'élection des administrateurs.

**35.** L'élection du président au suffrage des administrateurs élus est tenue selon les modalités suivantes :

1° le secrétaire convoque le Conseil d'administration à cette fin, au moyen d'un avis écrit transmis par courrier ou par un procédé électronique, au moins cinq jours avant la date fixée pour la tenue de la réunion. L'avis de convocation doit indiquer l'objet, le lieu, la date et l'heure de la réunion;

2° cette réunion se tient sous la présidence d'un administrateur choisi par les membres du Conseil d'administration parmi les administrateurs nommés par l'Office des professions du Québec;

3° pour se porter candidat à la présidence, un administrateur élu doit transmettre sa candidature par écrit au secrétaire de l'Ordre. La période pour déposer une candidature se termine cinq jours ouvrables avant la date de la réunion;

4° s'il y a plus d'un candidat, chacun d'eux énonce à tour de rôle, lors de la réunion, ses objectifs avant la tenue du scrutin secret;

5° le secrétaire remet à tous les administrateurs élus présents à la réunion un bulletin de vote contenant les éléments suivants :

- a) l'année de l'élection;
  - b) dans l'ordre alphabétique, le nom des administrateurs élus qui se portent candidats;
  - c) un espace matérialisé à droite de chacun des noms, réservé à l'exercice du droit de vote;
- 6° il est fait autant de tours de scrutin que nécessaire pour dégager une majorité absolue;
- 7° à compter du deuxième tour, seuls sont éligibles les candidats qui ont recueilli un vote au tour précédent; le ou les candidats qui ont obtenu, à égalité le cas échéant,

le moins de votes cessent toutefois d'être éligibles, sauf si cela a pour effet de laisser un seul candidat en lice pour le poste; un candidat peut retirer sa candidature;

8° le secrétaire communique les résultats après chaque tour de scrutin et déclare élue la personne qui a obtenu la majorité absolue des voix;

9° l'administrateur nommé par l'Office des professions du Québec choisi pour présider la réunion agit en tant que scrutateur de l'élection avec le secrétaire.

## SECTION VIII

### DISPOSITION TRANSITOIRE

**36.** Malgré l'article 8, les administrateurs élus dans la région de Montréal et la région Mauricie, Centre-du-Québec et Estrie, aux élections de 2008 demeurent en poste jusqu'à l'entrée en fonction des administrateurs élus aux élections de 2012. Les administrateurs élus dans la région Est, la région de Québec, la région Outaouais, Abitibi-Témiscamingue et Laurentides, la région Chaudière-Appalaches et la région Laval et Lanaudière, aux élections de 2008, demeurent en poste jusqu'à l'entrée en fonction des administrateurs élus aux élections de 2013.

**37.** Le présent règlement remplace le Règlement sur les élections au Conseil d'administration de l'Ordre professionnel des médecins vétérinaires du Québec.

**38.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

55075

## Avis d'approbation

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26)

### Pharmaciens

#### — Délivrance d'un permis pour donner effet à l'arrangement conclu par l'Ordre

Prenez avis que le Conseil d'administration de l'Ordre des pharmaciens du Québec a adopté, en vertu du paragraphe c.2 de l'article 93 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26), le Règlement sur la délivrance d'un permis de l'Ordre des pharmaciens du Québec pour donner effet à l'arrangement conclu par l'Ordre en vertu de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et que, conformément à l'article 95.0.1 du

Code des professions, ce règlement a été approuvé avec modifications par l'Office des professions du Québec le 28 janvier 2011.

Conformément à l'article 17 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1) ainsi qu'à l'article 13 du règlement, ce dernier entrera en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

*Le président de l'Office des professions du Québec,*  
JEAN PAUL DUTRISAC

## **Règlement sur la délivrance d'un permis de l'Ordre des pharmaciens du Québec pour donner effet à l'arrangement conclu par l'ordre en vertu de l'Entente entre le Québec et la France en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles**

Code des professions  
(L.R.Q., c. C-26, a. 93, par. c.2)

**1.** Le présent règlement a pour objet de déterminer les conditions et modalités de délivrance d'un permis de l'Ordre des pharmaciens du Québec nécessaires pour donner effet à l'arrangement en vue de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles conclu par l'Ordre, la ministre de la Santé et des Sports et le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens de France.

**2.** Pour obtenir un permis de l'Ordre, le demandeur doit remplir les conditions suivantes :

1° détenir une preuve d'inscription au tableau de l'Ordre national des pharmaciens, ou de radiation de celui-ci, précisant le milieu de pratique, officine ou pharmacie à usage intérieur d'un hôpital, et les dates de début et de fin de l'exercice du pharmacien ou, le cas échéant, une attestation émise par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens certifiant qu'il remplit toutes les conditions pour être inscrit au tableau de l'Ordre national des pharmaciens à l'exception de celle du rattachement à un établissement pharmaceutique situé en France;

2° avoir obtenu, sur le territoire de la France, le diplôme d'État de docteur en pharmacie ou le diplôme d'État de pharmacien;

3° accomplir l'une des mesures de compensation suivantes :

a) réussir la partie II de l'examen d'aptitude du Bureau des examinateurs en pharmacie du Canada (ECOS) ainsi que la formation d'appoint sur la législation et le système de santé québécois offerte en autoapprentissage par l'Université de Montréal et compléter avec succès un stage, conformément aux conditions et modalités prescrites aux articles 3 à 7 du Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des pharmaciens du Québec, ou obtenir une équivalence de ce stage selon les conditions et modalités prescrites à la section II.1 de ce règlement;

b) réussir le programme de formation d'appoint de l'Ordre, dispensé par une université québécoise, et compléter avec succès un stage, conformément aux conditions et modalités prescrites aux articles 3 à 7 du Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des pharmaciens du Québec, ou obtenir une équivalence de ce stage selon les conditions et modalités prescrites à la section II.1 de ce règlement.

**3.** Le demandeur doit faire parvenir à l'Ordre sa demande de permis par écrit avec le paiement des frais d'étude de son dossier prescrits conformément au paragraphe 8° de l'article 86.0.1 du Code des professions (L.R.Q., c. C-26). Il joint également :

1° la preuve de l'inscription au tableau de l'Ordre national des pharmaciens, un certificat de radiation du tableau de l'Ordre national des pharmaciens ou une attestation émise par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens certifiant qu'il remplit toutes les conditions pour être inscrit au tableau de l'Ordre national des pharmaciens à l'exception de celle du rattachement à un établissement pharmaceutique situé en France;

2° une copie du diplôme français d'État de docteur en pharmacie ou du diplôme français d'État de pharmacien;

3° la preuve qu'il a réussi, selon la mesure de compensation accomplie, l'examen d'aptitude et la formation d'appoint prévus au sous-paragraphe a du paragraphe 3° de l'article 2 ou la formation d'appoint prévue au sous-paragraphe b du paragraphe 3° de cet article;

4° un rapport de stage ou, le cas échéant, une preuve d'équivalence de stage reconnue en vertu du Règlement sur les conditions et modalités de délivrance des permis de l'Ordre des pharmaciens du Québec;

5° une attestation du Conseil national de l'Ordre des pharmaciens confirmant qu'il ne fait l'objet d'aucune mesure administrative, ni sanction disciplinaire ou pénale pouvant interdire ou restreindre le plein exercice de la pharmacie en France;

6° une attestation émise par le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens indiquant s'il a exercé ou non une pratique professionnelle en officine ou à l'hôpital au cours des cinq dernières années.

**4.** L'Ordre accuse réception de la demande de permis dans les 30 jours suivant la date de sa réception et, le cas échéant, informe le demandeur de tout document manquant.

**5.** Un comité décideur formé par le Conseil d'administration conformément au paragraphe 2° de l'article 86.0.1 du Code des professions décide si le demandeur a réussi le stage prescrit aux sous-paragrophes *a* et *b* du paragraphe 3° de l'article 2 dans les 60 jours de la réception par l'Ordre du rapport de stage du demandeur et de la fiche d'appréciation du maître de stage.

**6.** Le comité décideur informe le demandeur de sa décision par courrier recommandé dans les 30 jours suivant la date à laquelle elle a été rendue.

**7.** S'il décide que les exigences du stage prévu aux sous-paragrophes *a* et *b* du paragraphe 3° de l'article 2 ne sont pas satisfaites, le comité décideur doit également indiquer au demandeur les éléments à compléter et le processus à suivre pour satisfaire aux exigences du stage. Il l'informe de plus du délai pour ce faire et du recours en révision prévu à l'article 8.

**8.** Le demandeur peut demander la révision d'une décision rendue en application de l'article 7 en faisant parvenir une demande écrite au secrétaire de l'Ordre dans les 30 jours suivant la date de la réception de la décision.

**9.** Le secrétaire de l'Ordre informe le demandeur de la date de la séance au cours de laquelle sa demande de révision sera examinée en lui transmettant, par courrier recommandé, au moins 15 jours avant la date prévue pour cette séance, un avis à cet effet.

**10.** Le comité de révision doit, avant de rendre une décision, permettre au demandeur de présenter par écrit ses observations.

Le demandeur qui veut présenter des observations doit faire parvenir celles-ci au secrétaire de l'Ordre au moins deux jours avant la tenue de la séance au cours de laquelle sa demande de révision sera examinée.

**11.** La révision est effectuée par un comité réviseur formé par le Conseil d'administration conformément au paragraphe 2° de l'article 86.0.1 du Code des professions. Un membre du comité décideur ne peut faire partie du comité réviseur.

Le comité réviseur examine la demande de révision et rend par écrit une décision motivée dans un délai de 60 jours suivant la date de la réception de la demande de révision.

**12.** La décision du comité réviseur est finale et doit être transmise au demandeur par courrier recommandé dans les 30 jours suivant la date à laquelle elle a été rendue.

**13.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

55076

**A.M., 2011**

**Arrêté de la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport en date du 31 janvier 2011**

Loi sur la sécurité dans les sports  
(L.R.Q., c. S-3.1)

CONCERNANT l'approbation du Règlement modifiant le Règlement sur la qualification en plongée subaquatique récréative

LA MINISTRE DE L'ÉDUCATION, DU LOISIR ET DU SPORT,

VU l'arrêté ministériel A.M. 1999 du 1<sup>er</sup> juin 1999 (1999, *G.O.* 2, p. 2532) qui habilite la Fédération québécoise des activités subaquatiques à exercer les pouvoirs prévus au premier alinéa de l'article 46.15 de la Loi sur la sécurité dans les sports (L.R.Q., c. S-3.1), soit d'édicter par règlement des normes concernant entre autres la qualification des personnes qui pratiquent et enseignent cette discipline sportive;

VU le deuxième alinéa de l'article 46.15 qui prévoit qu'un règlement pris en vertu du premier alinéa doit, pour avoir effet, être approuvé par la ministre;

VU la publication à la Partie 2 de la *Gazette officielle du Québec* du 9 juin 2010 d'un projet de règlement modifiant le Règlement sur la qualification en plongée subaquatique récréative, conformément aux articles 10 et 11 de la Loi sur les règlements (L.R.Q., c. R-18.1), avec avis qu'il pourrait être édicté par la Fédération à l'expiration d'un délai de 45 jours à compter de cette publication;